



CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Délégation Ile-de-France Villejuif

7, rue Guy Môquet

94 800 Villejuif

Accord-Cadre n°IFSeM_2025_22

Sessions de formation collectives en vue de l'amélioration de la Qualité de vie et des Conditions de travail (QVCT) et la prévention des risques professionnels pour les agents des circonscriptions franciliennes du CNRS

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

CCTP

- Lot 2 : Formation en secourisme en santé mentale : sensibilisation et premiers secours en santé mentale (PSSM)

SOMMAIRE

Contexte	3
Article 1 - Objet du marché	3
Article 2 - Conditions d'exécution	4
2.1 Finalité et enjeux des actions de formation	4
2.2 Public concerné	5
2.3 Objectifs des formations.....	5
2.4 Eléments de contenu	5
2.5 Modalités pédagogiques	6
2.6 Equipe dédiée.....	6
Article 3 - Modalités d'évaluation et de suivi	7
Article 4 - Modalités organisationnelles	Erreur ! Signet non défini.
4.1 Généralités	Erreur ! Signet non défini.
4.2 Mise en œuvre des formations	9
Article 5 - Obligations complémentaires du titulaire	9
5.1 Gestion des aléas	9
5.2 Réunions de l'accord-cadre/marché	Erreur ! Signet non défini.

Contexte

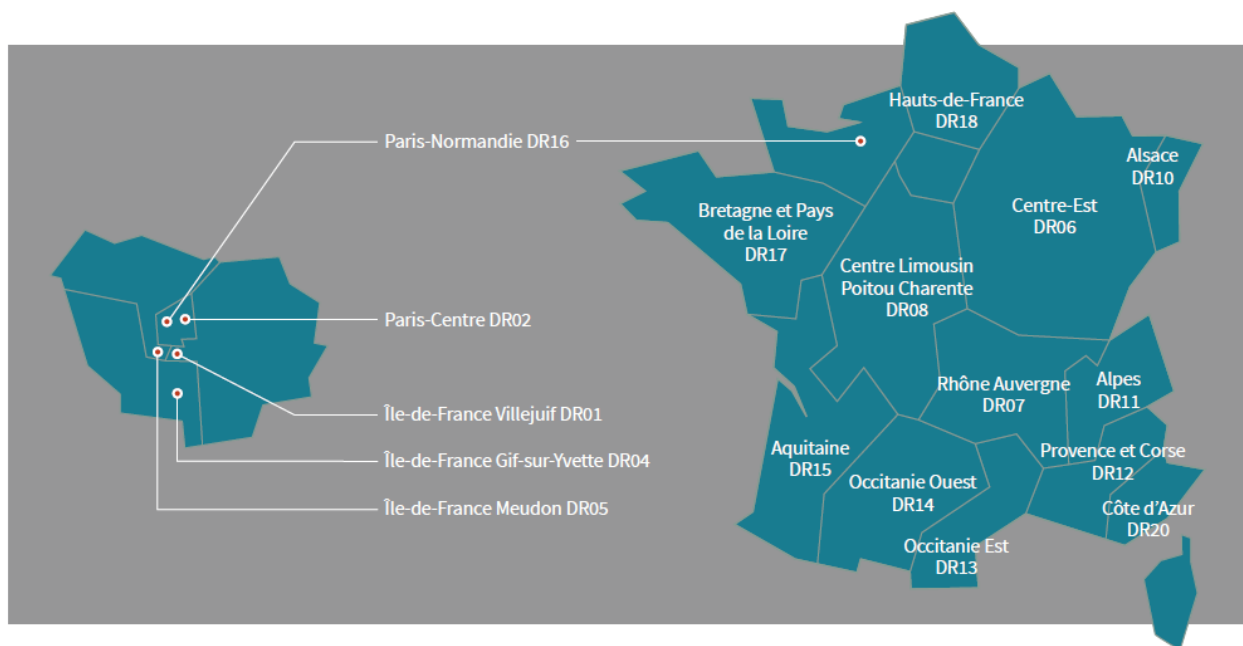
Le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) est un organisme public de recherche (Établissement public à caractère scientifique et technologique) placé sous la tutelle du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Il produit du savoir et met ce savoir au service de la société.

Avec plus de 33 000 personnes (chercheurs, ingénieurs, techniciens et administratif) et une implantation sur l'ensemble du territoire national (17 délégations régionales), le CNRS exerce son activité dans tous les champs de la connaissance (biologie, chimie, écologie et environnement, homme et société, sciences de l'information, ingénierie et systèmes, mathématiques, physique, nucléaire et particules et Terre et Univers). Il a une longue tradition d'excellence : parmi les chercheurs qui travaillent ou ont travaillé dans ses laboratoires, vingt ont été lauréats du prix Nobel et douze de la Médaille Fields.

Les Délégations régionales ont pour missions principales :

- D'assurer la représentation de l'établissement notamment dans le cadre des relations avec les partenaires académiques, les collectivités territoriales et les partenaires socio-économiques ;
- De constituer le support de proximité des laboratoires de la circonscription.

Le CNRS est représenté en Ile-de-France par 5 Délégations Régionales : Paris Centre, Ile-de-France Gif-sur-Yvette, Ile-de-France Meudon, Paris Normandie et Ile-de-France Villejuif représentant environ 12 000 personnels du CNRS, soit 40 % de l'effectif du territoire national.



Le service mutualisé d'Ile-de-France rattaché à la Délégation Régionale Ile-de France Villejuif a été créé au CNRS pour optimiser les ressources au bénéfice des Délégations Régionales tout en conservant la qualité aux usagers et en développant une expertise. Ce service intervient dans les domaines de compétences suivants : formation, achats, informatique et patrimoine immobilier/logistique au service des 5 Délégations Régionales de l'Ile-de-France.

Le pôle formation du service mutualisé prend en charge, au bénéfice des délégations régionales de l'Ile-de-France, l'ingénierie de formation, la mise en œuvre et l'évaluation des formations collectives répondant aux besoins de formation identifiés par les 5 Délégations Régionales.

Dans ce cadre, il planifie et coordonne des actions de formation qui sont déployées dans les circonscriptions des délégations régionales d'Ile-de-France, à savoir : Gif-sur-Yvette, Villejuif, Meudon, Paris et Caen.

Le Pôle Formation propose des formations de prévention sur plusieurs thématiques dans le domaine de la QVCT et de la santé mentale. Il déploie des formations sur la prévention des violences sexistes et sexuelles à destination de l'ensemble des agents des unités franciliennes. Il pilote également, en collaboration avec les services RH des Délégations franciliennes le déploiement des formations de sensibilisation aux risques psycho-sociaux (RPS). Il met également en œuvre des formations à la sensibilisation dans le domaine de la santé mentale.

Si la programmation du Pôle Formation est déjà conséquente, force est de constater qu'au regard des dispositifs achats en place, elle ne peut répondre aujourd'hui à l'ensemble des besoins, qu'ils soient mutualisés ou plus spécifiques aux DR.

Il a donc été décidé la mise en place d'un marché sur ces thématiques, permettant de couvrir à la fois les besoins mutualisés, mais également de permettre aux délégations d'utiliser ce marché pour organiser des formations plus spécifiques à leurs besoins, par exemple pour une seule unité de leur circonscription.

L'avantage d'une telle proposition est de permettre de traiter à la fois les besoins collectifs récurrents en grand nombre par le pôle Formation de l'IFSeM, mais également de permettre aux délégations régionales de disposer d'une solution rapide et cohérente pédagogiquement pour les besoins ponctuels des unités relevant de leur périmètre.

Il s'agit donc d'un marché transverse dont les utilisateurs seront à la fois le Pôle Formation et les délégations Régionales, suivant les différents besoins de formation.

Article 1 - Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet la conception, l'animation et l'évaluation de sessions collectives de formation sur la thématique de l'amélioration de la qualité de vie et des conditions de travail (QVCT). Il présente également un volet concernant la prévention et la sécurité :

- Lot 1 : Formation en prévention des risques sur la santé mentale au travail
- Lot 2 : Formation en secourisme en santé mentale
- Lot 3 : Formation en prévention des risques physiques au travail
- Lot 4 : Formation en Personne Compétente en Radio Protection

Le présent CCTP fait l'objet de deux (2) formations.

- Sensibilisation pour tous à la Santé Mentale
- Premiers Secours en Santé Mentale (PSSM)

Pour ce lot, les formations se dérouleront en Ile-de-France et à Caen, dans les locaux du CNRS ou dans ceux des partenaires. Les formations pourront avoir lieu en présentiel ou en distanciel.

Les formations sont déployées par le pôle formation du service mutualisé de la région Ile-de-France (IFSeM) ainsi que par les Pôles Formation des Délégations Régionales d'Île de France.

Pour chaque lot, le titulaire a en charge la conception et la réalisation du contenu de la formation, l'animation et l'évaluation des sessions ainsi que l'ensemble du suivi administratif de la formation objet du présent accord-cadre.

Article 2 - Conditions d'exécution

2.1 Finalité et enjeux des actions de formation

La santé mentale est un enjeu majeur de santé publique : au même titre qu'ils ont l'obligation d'identifier les risques psychosociaux et de protéger la santé physique de leurs salariés, les employeurs doivent prendre en compte leur

santé mentale. Le déploiement des premiers secours en santé mentale en France figure sur la feuille de route du gouvernement et est inscrit parmi les 30 mesures énoncées lors des Assises de la santé mentale et de la psychiatrie. De plus, la circulaire du 23 février 2022 relative aux actions de sensibilisation et de formation au secourisme en santé mentale dans la fonction publique, jointe à ce CCTP, rappelle le contexte et les éléments de cadrage des formations dispensées sur ces thématiques dans la fonction publique.

2.2 Public concerné

Il s'agira prioritairement d'agents CNRS travaillant en d'Ile-de-France et affectés dans des laboratoires, des délégations régionales, des directions et des instituts scientifiques.

Le module de sensibilisation s'adresse à l'ensemble des agents.

Le module PSSM s'adresse en priorité aux conseillers ressources humaines, aux assistants de service social et aux acteurs de la prévention. Elle s'adresse à des agents volontaires, qui doivent exposer précisément leur motivation pour suivre cette formation.

Conformément au contenu de la circulaire de février 2022, la sensibilisation est ouverte à tous, alors que seuls des agents avec des missions en rapport et une motivation professionnelle soutenue sont éligible à la formation de secouriste

2.3 Objectifs des formations

A l'issue du module de sensibilisation les stagiaires sont capables :

- Définir la santé mentale (dimensions relatives au bien-être mental, facteurs susceptibles d'influencer la santé mentale en positif ou en négatif...) et d'appréhender ses enjeux ;
- Savoir mobiliser les aides et s'orienter vers les professionnels en cas de besoins au sein et en dehors de leur organisation de travail ;
- Adopter les bons réflexes en cas de situations de détresse psychique.

A l'issue du module PSSM les stagiaires sont capables :

- D'appréhender les enjeux de la santé mentale ;
- Déceler les situations de détresse psychique ;
- Aller vers une personne en souffrance psychique et l'orienter, selon ses besoins, vers les ressources disponibles et l'aide appropriée ;
- Gérer des situations de crises en attendant le cas échéant des interventions professionnelles.

2.4 Eléments de contenu

Le titulaire s'engage à respecter le programme défini dans son offre.

Le CNRS souhaite que le prestataire intègre au contenu de sa prestation les axes listés ci-dessous :

Module Sensibilisation

- Définition de la santé mentale
- Repères de bases : santé mentale, troubles psychiques, handicap psychique, santé, mal- être, maladies, handicap
- Les principaux troubles psychiques et les signaux d'alerte
- Les ressources : ressources internes et externes

Module PSSM

- Introduction à la santé mentale et aux interventions
- Introduction aux premiers secours en santé mental
- La dépression : définition et plan d'actions
- Les troubles anxieux : présentation et plan d'actions
- Les troubles psychotiques : présentation et plan d'actions
- Présentation et plan d'actions pour les troubles liés à l'utilisation de substances

2.5 Modalités pédagogiques

Les formations auront lieu préférentiellement en présentiel mais pourront être animée à distance si cette modalité s'avère nécessaire.

Le titulaire doit notamment :

- Privilégier une pédagogie active et participative.
- Mettre à disposition des apports méthodologiques et conceptuels.
- Prévoir des ateliers en sous-groupes et/ou des études de cas concrets, des jeux de rôles pour toutes les formations lorsque le format le permet.

Il est attendu du titulaire qu'il complète les modalités ci-dessus par toute autre modalité pédagogique qu'il jugera adaptée.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pédagogiques définies dans son offre.

Des présentations institutionnelles pourront être faites par les acteurs du CNRS (suivant leur disponibilité) pour contextualiser les éléments de politique et de stratégie propres à l'établissement.

2.6 Equipe dédiée

Le titulaire s'engage à respecter la composition de **l'équipe nommément désignée dans son offre** et comprenant *a minima* :

- Un-e coordinateur-trice, assumant le rôle d'interlocuteur-trice unique en ce qui concerne l'organisation administrative, technique, financière du présent marché public, et qui centralise l'ensemble des informations. Il-elle est joignable par téléphone ou messagerie électronique *a minima* du lundi au vendredi de 09h à 17h. Il-elle sera l'interlocuteur/trice de l'IFSeM, notamment, pour :
 - Suivre l'ensemble de la programmation des sessions,
 - Coordonner et piloter les intervenants,
 - Assurer une cohérence dans la mise en place des modalités pédagogiques,
 - Assurer le suivi administratif et financier du présent marché public.

Cet-te interlocuteur-trice unique est désigné-e par le titulaire dans son offre. En cas de changement d'interlocuteur-trice unique, le titulaire doit pourvoir à son remplacement dans les conditions définies au CCAP.

- Entre 2 et 5 formateurs consultants, dont les profils sont compatibles avec les caractéristiques des sessions de formation envisagées, notamment en termes de diplômes, certifications, expériences professionnelle et pédagogique et connaissant en particulier l'environnement des organismes de la recherche publique. Les CV décrivant les profils et expériences des formateurs pressentis seront fournis par le candidat dans son offre.

Article 3 - Modalités d'évaluation et de suivi

Avant la formation :

Le titulaire pourra proposer un questionnaire des attentes s'il le juge nécessaire. Dans ce cas, il devra proposer, dans sa réponse, un exemple de questionnaire des attentes et définir les modalités de mise en œuvre. Le questionnaire des attentes sera diffusé par le titulaire auprès des stagiaires après convocation.

Le commanditaire de la session sélectionne les stagiaires.

Après la formation :

1. Questionnaire d'évaluation à chaud

Le titulaire proposera un questionnaire d'évaluation à chaud, validé par le commanditaire, de façon systématique à chaque session de formation.

Il sera également chargé d'effectuer un « tour de table » à chaque session. Le commanditaire pourra participer à ce tour de table.

Le commanditaire pourra procéder à une évaluation écrite supplémentaire sans en aviser le formateur ni le titulaire. Le titulaire s'engage à alerter le commanditaire si les résultats d'une ou plusieurs évaluations ont des notes inférieures à 6/10 sur au moins 3 critères. En cas d'insatisfaction des stagiaires, le titulaire prend toutes les mesures appropriées pour en déterminer la ou les causes et proposer des solutions pour y remédier.

2. Transmission des documents de fin de session

A la fin de chaque session de formation, le titulaire transmet par mail au pôle formation de l'IFSeM ou en délégation et dans les 15 jours ouvrés au plus tard :

- les questionnaires d'évaluation à chaud,
- la feuille d'émargement signée,
- une synthèse des questionnaires d'évaluation,
- un bilan écrit du formateur reprenant les points positifs et les axes d'amélioration.

Article 4 - Modalités organisationnelles

4.1 Généralités

Les dates des sessions sont fixées d'un commun accord entre le titulaire et le pôle formation de l'IFSeM ou la délégation régionale.

L'ensemble des sessions seront réparties sur toute l'année (si possible hors vacances scolaires).

Pour 2025, les dates des formations seront programmées lors de la réunion de cadrage pour un début des formations au dernier trimestre 2025.

Pour les années suivantes, elles seront programmées au plus tard en décembre de l'année précédant le déroulement des formations pour le pôle formation de l'IFSeM et en fonction des besoins pour les délégations régionales.

Toutes les sessions de formation, objet du présent accord-cadre, doivent respecter les modalités suivantes :

→ Durée d'une journée de formation (ne comprenant pas la pause-repas) : 7 heures de formation, réparties de 9h30 à 17h30 avec 1 heure de pause déjeuner.

→ Durée d'une demi-journée de formation (ne comprenant pas la pause-repas) : 3h30 de formation, réparties de 9h00 à 12h30 le matin ou en après-midi de 14h à 17h30

Module sensibilisation :

Durée de la session : 3h30 maximum soit une demi-journée

Nombres de stagiaires minimum : 10

Nombre de stagiaires maximum : 20

Module PSSM :

Durée de la session : 14 heures soit 2 jours consécutifs

Nombres de stagiaires minimum : 6

Nombre de stagiaires maximum : 16

Pour le suivi administratif et logistique de chaque session :

Le commanditaire désigné ci-dessous sera soit le Pôle Formation de l'IFSeM, soit la délégation régionale mettant en œuvre la formation

1. Le commanditaire est l'**interlocuteur privilégié** du titulaire et assure :
 - La sélection des participants,
 - L'établissement des convocations aux participants,
 - L'envoi de la liste des participants au titulaire (liste avec e-mail si nécessaire) au plus **tard 2 semaines avant le début de la session de formation**.
2. Le titulaire transmet par courriel au commanditaire, dans les quinze (15) jours ouvrés à compter de la fin de la session, les éléments suivants :
 - La feuille d'émargement établie par le titulaire et signée par les participants et le formateur,
 - Les questionnaires d'évaluation complétés,
 - Une synthèse de la session,
 - Un bilan écrit de la session réalisé par le formateur.
3. Le titulaire s'engage à fournir aux participants :
 - **Un support de cours** sous forme dématérialisée au plus tard le lendemain du dernier jour de la formation ;
 - Leurs attestations originales de formation à la fin de la session.

Le support proposé dans l'offre du candidat pourra faire l'objet de modifications dans le cadre de la réunion de cadrage ou dans le courant de l'accord-cadre. Le titulaire s'engage à fournir la version définitive prenant en compte les modifications au plus tard 2 semaines avant la date du début de la session.

4.2 Mise en œuvre des formations

Les sessions de formations pourront avoir lieu en présentiel ou à distance. Cette information sera indiquée dès la programmation lorsque cela est possible. Une modification de modalités (passage de présentiel à distanciel) pourra avoir lieu en cas de force majeure (crise sanitaire, émeutes, événements météorologiques importants, etc.). Le commanditaire s'engage à donner cette information dès que possible au titulaire et au plus tard la veille de la session.

Toutes les sessions de formation en présentiel auront lieu dans les locaux des délégations régionales du CNRS en Ile-de-France ou à Caen ou dans les locaux des partenaires réservés par le CNRS.

Dans le cas des formations programmées à distance, il est attendu du titulaire qu'il définisse dans son offre le(s) outil(s) utilisé(s) pour la mise en œuvre.

Article 5 - Obligations complémentaires du titulaire

5.1 Gestion des aléas

Le titulaire s'engage à avertir immédiatement le pôle formation de l'IFSeM et les délégations régionales par courriel en cas de difficultés et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la bonne exécution des prestations objet de la commande.

Si le(s) formateur(s) identifié(s) n'est plus en capacité d'animer les formations, le titulaire s'engage à respecter la procédure de remplacement de l'équipe dédiée définie dans le CCAP.

En cas de dysfonctionnement constaté par le commanditaire, celui-ci en informera le titulaire par courriel ou courrier recommandé avec accusé de réception suivant le degré de gravité du dysfonctionnement.

5.2 Réunions de l'accord-cadre

Dans le cadre du présent accord-cadre, une réunion de cadrage est prévue dès la notification du marché. Il est attendu que le coordinateur, a minima, soit présent. Le(s) formateur(s) peu(ven)t également être présent(s) s'ils le souhaitent.

Une réunion de bilan annuel sera organisée à l'initiative du titulaire ou à l'initiative du pôle formation de l'IFSeM. Elle fera l'objet de la présentation, par le titulaire, d'un bilan quantitatif et qualitatif des formations mises en œuvre sur l'année et d'une proposition d'axes d'amélioration. Elle réunira le Pôle Formation de l'IFSeM ainsi que les représentant des Délégations régionales ayant utilisé le dispositif dans l'année écoulée.

Des réunions ponctuelles pourront être organisées tout au long de l'exécution de l'AC en cas de dysfonctionnement constatés.